

**Séance ordinaire du  
mardi 3 avril 2018**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le trois avril, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Enfance**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUÉ, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Isabelle MARSALA, Thibault RASSAT.

**Excusés :** Patrick VIGNAL.

**Réservation de berceaux municipaux au profit d'organismes publics ou privés.  
Etablissement du tarif 2018**

Dans le passé, la Ville de Montpellier a conclu avec divers organismes des conventions de réservation de berceaux au sein d'établissements d'accueil du jeune enfant municipaux (EAJE) au profit de leurs salariés et en contrepartie du versement d'une subvention d'équipement initiale.

Aujourd'hui, la validité de ces conventions a expiré et il convient d'envisager la possibilité de signer de nouvelles conventions.

La réservation de berceaux municipaux présente pour la Ville l'avantage de favoriser la mixité sociale au sein de certains EAJE municipaux en accueillant des enfants de familles n'étant pas exclusivement issues du quartier.

Le montant annuel de la redevance, au profit de la Ville de Montpellier, doit réglementairement correspondre au coût net moyen d'exploitation d'une place d'accueil collectif gérée en régie directe. Pour 2018, la redevance annuelle s'élèvera donc à 6 060 €. La redevance sera révisée annuellement sur la base de l'évolution de ce coût de référence.

**Après examen, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le principe de la réservation de places au sein des établissements municipaux d'accueil du jeune enfant ;
- d'approuver le montant de la redevance annuelle pour l'année 2018 et son mode de calcul ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe délégué(e), à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 avril 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20180403-29258-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 13/04/18  
Réception en Préfecture : 13/04/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.